

DECISION DU PRESIDENT

CRÉATION D'UNE RÉGIE D'AVANCES AUPRÈS DU CONSERVATOIRE À BONNEUIL-SUR-MARNE

Le Président,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5211-10 qui prévoit à son troisième alinéa que le Président peut recevoir délégation d'une partie des attributions du conseil de territoire, ainsi que les articles R. 1617-1 à R. 1617-18 ;

VU le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

VU le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012, relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment l'article 22 ;

VU l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes et d'avances des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux ;

VU la délibération du conseil de territoire n°CT2016.7/098-1 du 6 juillet 2016 modifiée relative aux attributions déléguées au Président ;

VU la délibération du conseil de territoire n°CT2016.3/018 du 9 mars 2016 fixant le régime d'attribution d'une indemnité de responsabilité aux régisseurs d'avances et/ou de recettes ;

VU l'avis conforme du comptable public assignataire en date du 26 juin 2017 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'une régie d'avances pour les menues dépenses du Conservatoire de Bonneuil-sur-Marne;

DECIDE

ARTICLE 1 : Il est institué une régie d'avances auprès du Conservatoire de Bonneuil-sur-Marne à compter du 1^{er} juillet 2017.

ARTICLE 2 : Cette régie est installée au Conservatoire de Bonneuil-sur-Marne sise, 8-18, rue Auguste Gross- 94 380 Bonneuil-sur-Marne.

ARTICLE 3 : La régie paie les dépenses liées à l'achat de petites fournitures et prestations diverses.

ARTICLE 4 : Les dépenses désignées à l'article précédent sont payées en numéraire.

Informations sur l'accusé de réception	
Envoyé à	Préfecture de Créteil
le	11/07/17
Accusé réception le	11/07/17
Numéro de l'acte	DC2017/345

ARTICLE 5 : Le montant maximum de l'avance à consentir au régisseur est fixé à 450 euros.

ARTICLE 6 : Le régisseur verse auprès du comptable public assignataire la totalité des justificatifs des opérations dépenses au minimum une fois par mois et au 31 décembre de chaque année.

ARTICLE 7 : Le régisseur n'est pas assujéti à un cautionnement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 8 : Le régisseur percevra une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 9 : Le mandataire suppléant percevra, pour la période durant laquelle il assurera effectivement le fonctionnement de la régie en remplacement du régisseur titulaire, une indemnité de responsabilité dont le taux est précisé dans l'acte de nomination selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 10 : Le Président de l'établissement public territorial Grand Paris Sud Est Avenir et la comptable public assignataire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

ARTICLE 11 : Copie de la présente décision sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du Val-de-Marne ;
- Madame la comptable de la Direction Générale des Finances Publiques ;
- Le régisseur titulaire.

Publication en sera faite dans les formes requises pour les délibérations du conseil de territoire.

Communication en sera donnée au conseil de territoire lors de sa séance la plus proche.

Fait à Créteil, le 7 juillet 2017.

Le Président,

Signé

Laurent CATHALA

Informations sur l'accusé de réception	
Envoyé à	Préfecture de Créteil
le	11/07/17
Accusé réception le	11/07/17
Numéro de l'acte	DC2017/345